

Le rôle de l'entrepreneuriat social dans la valorisation des potentialités locales : étude de cas à la région de Guelmim

The Role of Social Entrepreneurship in Promoting Local Potential: Case Study in Guelmim Region

Rachid EL BETTIOUI^a, Abdelkrim NAJI^b & Papa Ibra KEBE^c Tayeb SAMI ESSOULH^d
Hind Malainine EL FAIJAH^e Mohamed IDALFAHIM^f

^a Université Ibn Zohr d'Agadir, Maroc, ^{b-e} ENCG Marrakech, Université Cadi Ayyad, ^c Clermont Business School, France,
^{d-f} Université Mohamed V Rabat, Maroc.

Informations sur l'article		Résumé
Mots-Clés :		Le territoire constitue un levier primordial pour le développement local et pourrait, ainsi, jouer un rôle non négligeable dans le développement de l'entrepreneuriat social. Les potentialités locales pourraient constituer des opportunités d'emplois pour les jeunes et les femmes, dont la valorisation répond au besoin de la population locale et permet la création d'emplois et de valeur ajoutée. Pour mettre en lumière la contribution de l'entrepreneuriat social au développement local, nous adoptons une méthodologie mixte en utilisant à la fois une étude qualitative et quantitative. Ainsi, dans un premier lieu, nous effectuons une analyse descriptive de l'entrepreneuriat social et du développement local à Guelmim, ensuite, nous menons une étude empirique en analysant des données chiffrées par le Logiciel SPSS.
Entrepreneuriat social,	développement local,	
coopératives,	potentialités locales	
Article Info		Abstract
Keywords:		The territory is a key for local development and could therefore play a significant role in the development of social entrepreneurship. Local potentials could constitute job opportunities for young people and women, whose development meets the needs of the local population and allows the creation of jobs and benefit. For this purpose, we adopt a mixed methodology using both a qualitative and quantitative study. First, we perform a descriptive analysis of social entrepreneurship and local development in Guelmim, then; we conduct an empirical study by analyzing, data collected from a sample of social entrepreneurs working in the province of Guelmim using IBM SPSS Statistics Software.
Social entrepreneurship, local	development, purchasing	
power,	territory,	
employment.		

¹ Corresponding author. E-mail address: bd1.naji@gmail.com

DOI : <https://doi.org/10.23882/ijdam.25222>

This is an open access article under the license Creative Commons Atribuição-NãoComercial 4.0.

Peer-review under responsibility of the scientific committee of the IJDAM Review

Introduction

Il ne saurait être question de développement territorial sans création d'entreprises au niveau local ou l'expansion des entreprises existantes dans la région. Les acteurs locaux sont les premiers responsables de leur devenir social et économique. Ainsi, l'entrepreneuriat social prend une place cruciale ces dernières années sans toutefois remettre en cause l'entrepreneuriat marchand. Sa promotion par le développement de l'esprit d'entreprise est souvent le facteur clé des politiques de développement local. L'esprit d'entrepreneuriat est un état d'esprit ou le flair pour les affaires (un goût) qui va pousser un individu à trouver le courage, utiliser ses ressources et son plein potentiel, mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour mener le projet qu'il souhaite.

Le développement de l'esprit entrepreneurial a pour but de libérer l'esprit d'initiative des individus et favoriser des pratiques entrepreneuriales, pour créer de la valeur ajoutée pour l'entreprise. Les entrepreneurs sociaux sont des personnes qui identifient des possibilités de répondre à certains besoins auxquels le système de l'Etat-providence ne pourra pas ou ne voudra pas répondre et qui rassemblent les ressources nécessaires (généralement des personnes, souvent des bénévoles, de l'argent et des infrastructures) et les utilisent pour faire quelque chose de différent (Thompson, Alvy et Lees, 2000).

Ainsi, la question centrale, sur laquelle se penche le présent article est de mettre en exergue le rôle que pourrait jouer l'entrepreneuriat dit social dans le développement local. A cet effet, nous allons essayer de répondre à la question : « ***Dans quelle mesure l'entrepreneuriat social contribue à la valorisation des potentialités locales?*** ».

Pour cette fin, nous adoptons une méthodologie mixte en utilisant à la fois une étude qualitative et quantitative. Ainsi, dans un premier lieu, nous effectuons une analyse descriptive de l'entrepreneuriat social et du développement local à Guelmim, ensuite, nous menons une étude empirique en analysant des données chiffrées par le Logiciel SPSS.

1. Revue de littérature

Dans la littérature, nous trouvons un grand nombre de chercheurs focalisant leurs recherches sur la régionalisation et l'économie régionale en tenant en compte de la région comme unité centrale d'analyse économique et son rôle dans la création des valeurs, la réduction

de la pauvreté et l'amélioration du bien-être. Selon F. Perroux « La satisfaction des besoins fondamentaux est précisé avec la notion de « coûts de l'homme », une économie développée doit couvrir les dépenses qui permettent aux hommes de jouir d'une vie physique et mentale minima (couverture des besoins physiologiques) et d'une vie spécifiquement humaine (comprenant la dimension culturelle : instruction, loisirs, etc.). Cette théorie a été reprise dans les années 70 par Paul Streeten, puis par d'autres en définissant le développement non plus en termes quantitatifs, mais en relation avec les besoins de la population.

L'apparition des crises et des problèmes relatifs aux modèles de développement fondé sur la grande échelle, à savoir : la multi-spatialisation des phénomènes économiques, le gaspillage des ressources naturelles. Les grandes organisations fournissent des emplois mais qu'à une fraction décroissante de la population, s'elles sont représentatives d'une logique centralisée, elles réduisent leur emprise sur les territoires périphériques et sur les forces de travail qu'ils abritent, tandis que les petites entreprises, souvent d'initiative locale, augmentent leurs effectifs. Par conséquent, ces dernières décennies, les idées relatives au développement endogène se développent rapidement suite aux changements des conditions économiques. Ce nouveau modèle remplacerait progressivement le modèle dominant en période de croissance élevée, de faible incertitude, de coûts décroissant de l'énergie et de transport, de technologies favorisant la grande échelle. Il perd sa puissance quand ces caractères s'inversent.

1.1. Le développement local

Le développement local ou communautaire constitue une critique des principes de l'économie de marché, fondée sur la rentabilité d'agents indépendants et sur le principe quantitatif. Il critique l'économie a-territoriale qui gomme les aspects territoriaux en recherchant la maximisation de la rentabilité des individus et des entreprises et les modes d'évaluation de l'optimum de l'économie de marché qui comptabilise comme produit et comme actif net tout ce qui est vendu, toute activité est jugée productive dès qu'elle fait objet d'une de monde.

Pour J. Friedmann qui le nomme développement « agropolitain », le développement local de la région «c'est l'inscription territoriale des besoins fondamentaux». Ainsi, il a trois caractères essentiels : Il est territorial : C'est à la communauté de décider de l'usage de ses ressources, il est communautaire : Seule la communauté peut garantir la couverture des besoins essentiels. Il n'y

aura pleine mobilisation des ressources que si chacun reçoit le bénéfice des efforts accomplis ; on ne peut y parvenir qu'en égalisant l'accès aux bases du pouvoir social et démocratique : Le développement agropolitain, serait « l'expression de la foi dans l'aptitude d'un peuple à progresser dans la direction qu'il a choisie ». D'autres auteurs (Stöhr, Weaver, Sachs, Planque, Guigou, Bassand) ont également contribué à la définition de ce nouveau type de développement. Ainsi, ces différents auteurs ont parlé de développement par le bas (Clyde Weaver), de développement décentralisé (Bernard Planque), ou de développement ascendant (Michel Bassand).

De plus, la prise de conscience environnementale et l'élaboration de théorie comme celle de l'écodéveloppement, énoncée entre autres par Ignacy Sachs, a influencé aussi la théorie du développement endogène. Selon les principes de Friedmann (Aydalot, 1985, 146), le développement endogène est territorial, communautaire et démocratique. Ainsi, le territoire est à la base du développement ; c'est dans un espace particulier que le développement s'incarne et prend sa source. Il est le fruit de chacune des composantes territoriales d'un espace, c'est-à-dire les composantes naturelle, culturelle, économique et sociale. Il est communautaire puisqu'il fait appel à la participation de la population et démocratique puisqu'il suppose des structures démocratiques pour sa mise en œuvre¹.

Généralement, le développement endogène est caractérisé par six principes fondamentaux : un développement territorial, l'espace est un élément qui dépasse la somme de ses composantes : des valeurs communes, des possibilités d'interaction qui créent des effets de synergie dont l'entreprise n'a pas l'usage et qu'elle tend à briser. Il est crucial de donner au « milieu » le rôle essentiel, c'est faire du « territoire » la source du développement. Un développement communautaire : Le développement ne peut se décréter (se décider) du dehors, il est le fruit de la participation activée de l'ensemble de la population. Il ne peut y avoir de développement autocentré sans des structures suffisamment démocratiques.

Aussi, est une valorisation des ressources locales : le souci du développement territorial amène à privilégier les filières issues de ressources naturelles locales ou de l'usage des traditions industrielles locales. Il ne suffit pas de disposer de matière première pour disposer du même coup des compétences et des structures permettant de la valoriser. (par exemple, un port d'importation est le meilleur gisement de matières premières). Il fait la référence aux « Basics Needs » : il s'agit

¹ Tremblay S., (1999), du concept de développement au concept de l'après-développement : trajectoire et repères théoriques, Université du Québec à Chicoutimi, p.10.

de définir le développement non plus en termes quantitatifs, mais en relation avec les besoins de la population de la région : le développement, c'est d'abord nourrir, loger, vêtir, éduquer, employer toute la population et non pas accroître le chiffre du niveau monétaire moyen.

1.2. Entrepreneuriat social

Nous nous concentrons sur quelques définitions des auteurs les plus connus et qui ont marqué le domaine de la recherche sur l'entrepreneuriat.

Richard Cantillon (1730) : est le premier introducteur du terme « entrepreneur » dans la littérature économique. Selon lui « l'entrepreneur est celui qui achète à un prix assuré, mais qui vend à un prix incertain », Dans cette perspective d'autres auteurs (Praag, 1999; Spengler, 1949; Herbert & Link, 1982) ajoutent que « l'entrepreneur s'implique en prenant le risque dans un mode incertain ». Jean Baptiste Say (1827) : Définit l'entrepreneur comme « celui qui utilise son jugement, ses connaissances, ses capacités managériales et ses habiletés techniques afin de déplacer des ressources économiques hors d'un secteur à basse productivité vers un de plus haute productivité ». D'après cette définition, on peut dire que l'entrepreneuriat consiste donc à rassembler les facteurs de productions pour créer de la valeur. Selon Praag (1999) ces deux définitions de Jean Baptiste Say et Cantillon définissent « l'entrepreneur, par son action et non par ses particularités ». L'économiste américain Knight (1921) : fait la différenciation entre un risque certain « prévisible » et un risque incertain « ne peut être calculé ». L'entrepreneuriat est donc la volonté de risquer à la fois son argent et sa réputation dans l'espoir de recevoir un profit incertain. Schumpeter (1934) : a été le premier à définir l'entrepreneuriat par l'innovation, qu'il sépara en cinq catégories : « l'innovation produit, l'innovation procédés par l'introduction de nouvelles méthodes de production, l'innovation organisationnelle, l'innovation par l'ouverture d'un nouveau marché et l'innovation par l'utilisation de nouvelles sources de fournisseurs pour les matières premières » (Schumpeter, 1934).

1.3. Entrepreneuriat social : les éléments de définition

L'entrepreneuriat social connaît un succès grandissant dans les pays émergents et développés. Une entreprise sur cinq créée dans les pays développés est une entreprise sociale, et plus de 10% des richesses générées par ces pays développés proviennent des entreprises sociales.

L'entrepreneuriat social est promis à un bel avenir au Maroc car il peut avoir un impact sur le développement économique, social et/ou environnemental. L'entrepreneuriat social

s'inspire de l'entrepreneuriat classique et apporte des solutions nouvelles en s'attaquant à des sujets comme la micro-finance, les problèmes humanitaires, sociaux et/ou environnementaux. L'entrepreneuriat social est une manière d'entreprendre qui place l'efficacité économique au service de l'intérêt général. Quel que soit le statut juridique des entreprises (association, coopérative, TPE, PME...), leurs dirigeants font du profit un moyen, non une fin en soi².

L'entrepreneuriat social en tant que pratique existe depuis longtemps. On peut évidemment citer Florence Nightingale, une Britannique qui a lutté pour améliorer les conditions d'hospitalisation au cours de la guerre de Crimée au dix-neuvième siècle, faisant baisser le taux de mortalité de 40% à 2%, ou Roshaneh Zafar, fondatrice de la Kashf Foundation, qui a combattu pour la condition économique des femmes au Pakistan, en allouant des milliers de micro-crédits (Dearlove 2004). L'exemple le plus connu est celui de Muhammad Yunus qui a créé la Grameen Bank, idée pour laquelle il a reçu le prix Nobel de la Paix en 2006. La mission de la Grameen Bank est d'éradiquer la pauvreté (Seelos et Mair, 2005; Yunus, Moingeon et Lehmann-Ortega, 2010). La Grameen Bank accomplit cette mission en accordant des micro-crédits aux petits entrepreneurs, pour la majorité des femmes (Haugh, 2007). Par conséquent, son fondateur défend la thèse selon laquelle les entrepreneurs sociaux sont une solution pour répondre aux besoins urgents de la société (Yunus, 2009). Si l'entrepreneuriat social comme pratique est loin d'être un phénomène nouveau et bénéficie d'une longue tradition, ainsi que d'une présence mondiale, il n'attire l'attention des chercheurs que depuis quelques années.

En effet, les origines de l'entrepreneuriat social en tant que champ d'étude pourraient remonter à plus d'un demi-siècle. Ainsi, en 1972, Banks, dans une étude sociologique des mouvements sociaux, utilise le terme « entrepreneur social » (Nicholls, 2006). Il faut aussi souligner les travaux de Young (1983) qui en 1983 décrivait des entrepreneurs innovants à but non lucratif, dans la lignée de la conception de Schumpeter. Une autre contribution pionnière est celle de Waddock et Post (1991) qui ont publié un article assez court sur le sujet en 1991. Le terme ne sera toutefois utilisé plus largement dans le monde universitaire qu'à la fin des années 1990 aux États-Unis (Boschee, 1995; Bornstein, 1998; Dees, 1998a, b; Drayton 2002; Thompson et al., 2000), au Canada (Johnson, 2000) et au Royaume-Uni (Leadbeater, 1997). En ce qui concerne, les définitions fondatrices : Selon Boschee (1995, 1), l'entrepreneuriat social est l'action

² Injaz Al maghib, (2016), l'entrepreneuriat social, un nouveau business model, Casablanca, p. 2

de dirigeants à but non lucratif qui accordent de l'attention aux forces du marché, sans pour autant perdre de vue leur mission qui consiste à équilibrer des impératifs moraux et des motivations de profit, et dont la conjonction est le cœur et l'âme du mouvement. Pour Dees (1998a, b), le concept réunit la passion d'une mission sociale et la discipline de l'entreprise, l'innovation et la détermination. Pour Bornstein (1998), l'entrepreneur social Ashoka est un pionnier qui a développé une idée nouvelle et puissante, ainsi qu'un mode de résolution de problèmes créatif à la fois visionnaire et pragmatique, qui a une fibre éthique solide et qui est totalement imprégné par sa vision de changement. Thompson et al. (2000) les considèrent comme des personnes qui identifient des possibilités de répondre à certains besoins auxquels le système de l'État-providence ne pourra pas ou ne voudra pas répondre, et qui rassemblent les ressources nécessaires (généralement des personnes, souvent des bénévoles, de l'argent et des infrastructures) et les utilisent pour faire quelque chose de différent. Leadbeater (1997) donne une définition large de l'entrepreneuriat social qu'il considère comme étant une vaste gamme d'activités liées à l'économie, l'éducation, la recherche, la sécurité sociale ou la spiritualité, exercée par diverses organisations.

Durant les dernières années, les définitions de l'entrepreneuriat social se sont multipliées. Certains le considèrent comme un processus consistant en l'utilisation et la combinaison innovante de ressources pour explorer et exploiter des opportunités, qui vise à catalyser le changement social en répondant aux besoins humains fondamentaux d'une manière durable (Mair et Martí 2004, 3); Mair et Noboa (2006) ajouteront que ce changement social est catalysé par la création d'organisations et/ou de pratiques qui produisent et maintiennent des avantages sociaux (Mair et Noboa, 2006). Pour d'autres, l'entrepreneuriat social englobe les notions de construction, d'évaluation et de poursuite d'opportunités comme moyens de transformation sociale réalisée par des personnes visionnaires et passionnées (Roberts et Woods, 2005, 49). L'entrepreneuriat social a également été défini comme une activité innovante, créatrice de valeur sociale qui peut se produire à l'intérieur ou à travers les secteurs associatifs, commerciaux ou public (Austin, Stevenson et Wei-Skillern, 2006, 1). Weerawardena et Sullivan Mort (2006, 22, 32) utilisent également les notions de création de valeur sociale, d'exploitation d'opportunités, de mission sociale, d'innovation, de pro-activité et de gestion des risques. Pour Nicholls (2008, 23), l'entrepreneuriat social est un ensemble d'activités novatrices et efficaces qui mettent l'accent

stratégique sur la résolution de défaillances de marché sociales et sur la création de nouvelles opportunités permettant de systématiquement ajouter de la valeur sociale en utilisant un éventail de ressources et de formes organisationnelles afin de maximiser l'impact social et de générer des changements. Cette définition met surtout l'accent sur deux éléments constitutifs: un accent stratégique sur l'impact social et une approche innovante dans la réalisation de la mission (Nicholls 2008, 13).

1.4. Entrepreneuriat Social au Maroc

L'entrepreneuriat social est aujourd'hui reconnu pour sa contribution au développement économique et social à l'échelle mondiale. Les entreprises sociales jouent un rôle important dans la réponse aux défis sociaux, économiques et environnementaux, en stimulant la croissance inclusive et en augmentant l'inclusion sociale, leur but étant de satisfaire l'intérêt général et de profiter aux communautés³. Selon les statistiques de la CGEM, 59% des jeunes à la recherche d'emploi souhaitent travailler dans l'économie sociale. Elle constitue 10% du PIB de l'économie Européenne, 25% de créations des emplois et une entreprise créée sur $\frac{3}{4}$ est une entreprise sociale.

L'entrepreneuriat social connaît une croissance progressive, portée par divers acteurs qui dynamisent cet écosystème, en particulier auprès des jeunes. Le Maroc dispose de plusieurs dispositifs d'appui à l'entrepreneuriat en général, mais de nombreux spécialistes insistent sur la nécessité de mettre en place des programmes spécifiquement dédiés à l'entrepreneuriat à impact social. C'est dans cette perspective que le Centre Marocain pour l'Innovation et l'Entrepreneuriat Social (MCISE) joue un rôle clé.

Parler de l'entrepreneuriat au Maroc s'est d'abord admettre la cohabitation de deux catégories, formel (entrepreneuriat d'opportunité) et informel (entrepreneuriat forcé ou de nécessité). L'entrepreneuriat de la nécessité, qui, très souvent relève d'une forme d'auto emploi « entrepreneuriat de survie ». C'est-à-dire qu'une personne n'a finalement pas d'autre choix que de créer son propre emploi généralement à domicile. L'entrepreneuriat par opportunité relève d'une intention stratégique des personnes qui ont déjà travaillé dans d'autres entreprises, et parce qu'elles ont cerné une opportunité de marché, décident de créer leur propre entreprise. Généralement, ce

³ Confédération Générale des Entreprises Marocaines CGEM, (2019), commission entrepreneuriat social, Rabat, p.2

sont des personnes dotées d'expériences et d'un capital relationnel très développé, ce qui est parfois aussi important que le capital financier.

Au Maroc, des initiatives innovantes à vocation sociale se sont multipliées ces dernières années, impulsées depuis une dizaine d'années par l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH). Ainsi que la création de « Moroccan Center for Innovation and Social Entrepreneurship », qui a comme objectif principal la recherche des solutions innovantes et entrepreneuriales pour chaque défi social au Maroc. Ces initiatives conduites par des acteurs dits « entrepreneurs sociaux » se sont focalisées sur l'identification d'opportunités de réponse à des besoins spécifiques ; sociaux, économiques ou environnementaux et sur la concrétisation de ces opportunités par la mise en œuvre de solutions entrepreneuriales appropriées.

L'entrepreneuriat social joue plusieurs rôles dans le développement socio-économique du Maroc : elle assure à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Elle permet de promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Elle a un rôle important dans la lutte contre le chômage et la précarité des jeunes ainsi que l'optimisation des dépenses publiques.

2. Méthodologie de la recherche

Il existe plusieurs démarches méthodologiques en sciences de gestion à savoir, les approches hypothético-déductives, les approches empirico-inductives et les approches constructivistes. La première consiste à établir des hypothèses à partir de théories existantes et à vérifier ensuite sur le terrain. Inversement, la démarche empirico-inductive consiste à partir d'une étude empirique, à établir des hypothèses. Nous adoptons dans cet article, la méthodologie mixte quali-quantitative en utilisant la dans un premier lieu, l'analyse de contenu et l'analyse documentaire puis, dans un deuxième lieu l'analyse des données statistiques à partir de l'étude de cas d'une région du Maroc. Le choix de cette démarche est justifié par la possibilité de faire un ancrage de proximité avec les interviewés, une richesse de données, une meilleure capacité de découverte et d'exploitation et une possibilité d'investigation empirique.

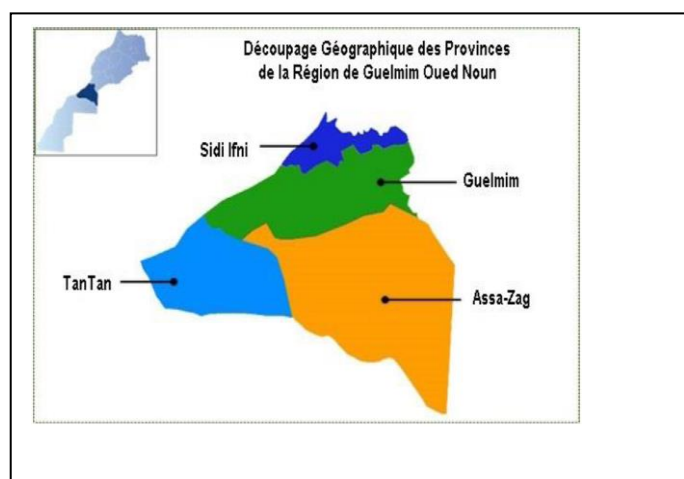
Dans le cadre de l'étude empirique, nous avons utilisé des données secondaires qui ont été collectées à partir des rapports, des bilans et des publications de l'HCP et de la Division Provinciale de l'Action Sociale (DAS). Cette dernière est habilitée à informer, orienter et

accompagner les entrepreneurs pour le montage administratif des dossiers. Ceux qui ne disposent pas de moyens appropriés pour la réalisation des études techniques de leurs projets, pourront faire appel à l'assistance et l'accompagnement (dans le montage technique de leurs projets) des services techniques déconcentrés de l'Administration et de la Province.

3. Contexte de l'étude

Cette section consiste à présenter la région de Guelmim-Oued-Noun. La Région regroupe sur le plan administratif quatre provinces : Guelmim, Sidi Ifni, Tan-Tan et Assa Zag, 53 communes dont 8 urbaines, et 45 rurales⁴.

Figure 1: Découpage géographique de la région Guelmim-Oued-Noun.

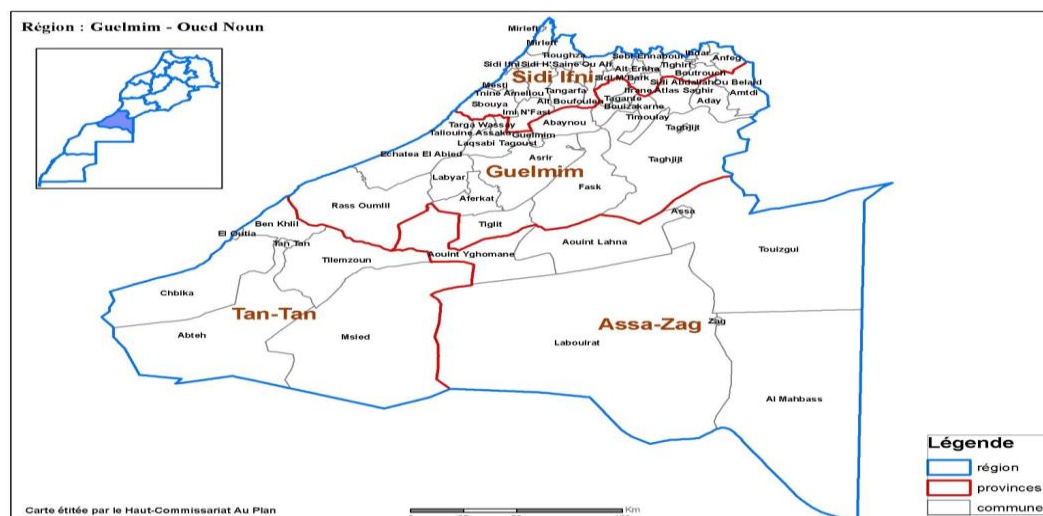


Source : monographie 2018

La province de Guelmim est située au sud du Royaume et fait partie de la région Guelmim-Oued-Noun. Elle est surnommée la « porte du Sahara » car elle est située au Nord du Sahara marocain. La province s'étend sur une superficie de 10.783 Km², alors que sa population compte 196267 habitants, selon le recensement général de la population et d'habitat de 2024 (HCP, 2024).

⁴ Ministère de l'Intérieur, Direction Générale des Collectivités Locales, (2015), la Région de Guelmim-Oued Noun, monographie générale, Rabat, pp. 3-16.

Figure 2 : Carte de la région de Guelmim



Source : Portail de la région Guelmim-Oued-Noun

La province de Guelmim fait face à plusieurs défis de type socio-économique, politique et naturel. La province souffre de plusieurs problèmes représentés par les indicateurs socio-économiques (taux de chômage et de pauvreté etc...) du fait de la faiblesse de son tissu économique et sa position géographique.

L'examen des données du tableau révèle une baisse notable du taux d'analphabétisme entre 2014 et 2024 dans l'ensemble de la région Guelmim-Oued-Noun. En effet, le taux global régional est passé de 32,9 % en 2014 à 26,2 % en 2024, soit une diminution de 6,7 points. Cette évolution s'explique par les efforts consentis en matière de scolarisation, d'alphabétisation des adultes, et les politiques publiques orientées vers la réduction de l'analphabétisme.

Tableau 1 : Evolution du taux d'analphabétisme

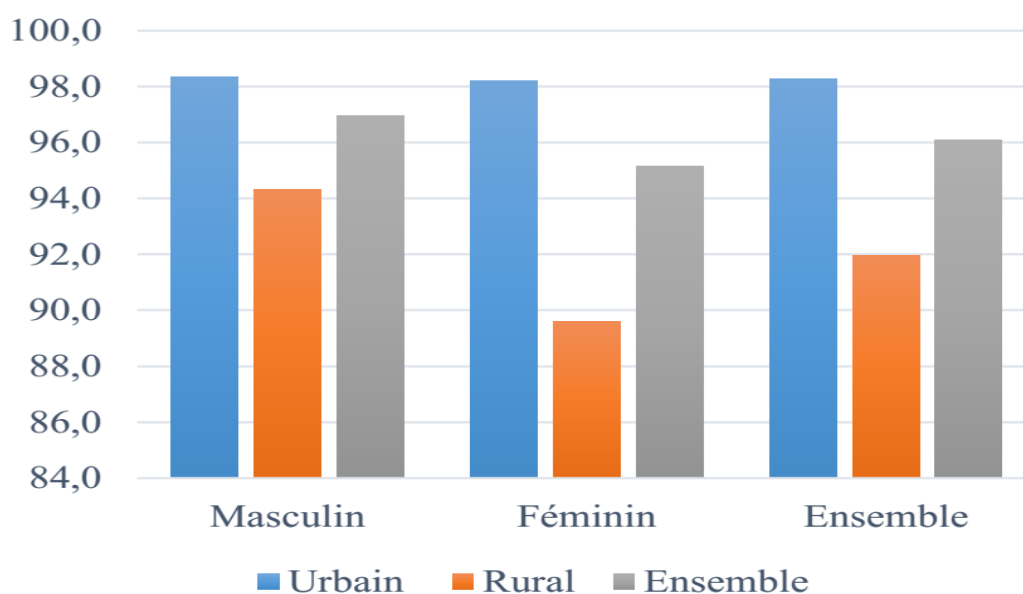
Catégorie / Province	2014 (%)	2024 (%)	Évolution (en points)
Taux régional global	32,9	26,2	-6,7
Femmes (région)	44	35,5	-8,5
Hommes (région)	20,8	16,4	-4,4
Milieu rural	46,5	39,7	-6,8
Milieu urbain	25,5	20,5	-5

Source : HCP, 2025

Malgré la baisse générale du taux d'analphabétisme, l'analyse du tableau montre que les femmes

restent les plus touchées par l'analphabétisme dans toutes les provinces de la région. En 2014, le taux d'analphabétisme des femmes dans l'ensemble de la région atteignait 44 %, contre 20,8 % chez les hommes. En 2024, ces taux ont diminué pour atteindre respectivement 35,5 % pour les femmes et 16,4 % pour les hommes, ce qui traduit une amélioration, mais la disparité de genre persiste. Ainsi, les femmes restent près de deux fois plus analphabètes que les hommes, en dépit des efforts déployés. Le tableau montre également que le milieu rural enregistre les taux d'analphabétisme les plus élevés comparé au milieu urbain. En 2014, le taux d'analphabétisme en milieu rural atteignait 46,5 %, contre 25,5 % en milieu urbain, soit un écart de 21 points. En 2024, ces taux ont respectivement baissé à 39,7 % en rural et 20,5 % en urbain, ce qui indique une amélioration dans les deux milieux, mais le milieu rural reste plus défavorisé, avec un taux presque deux fois supérieur à celui du milieu urbain. Cela montre la nécessité de renforcer les interventions ciblées en milieu rural. L'analyse des taux de scolarisation des enfants âgés de 7 à 12 ans, issus du RGPH 2014, montre que 96,1 % des enfants de la région de Guelmim-Oued-Noun étaient scolarisés durant l'année scolaire 2013–2014.

Figure 3 : Taux de scolarisation des enfants âgés de 7 à 12 ans (en %)



Source : Haut-Commissariat au Plan, Direction, Régionale de Guelmim-Oued-Noun , 2023

Les enfants âgés de plus de 12 ans peuvent poursuivre leurs études à la formation professionnelle

de l'OFPPT⁵ dans des filières de spécialisation. L'OFPPT assure le développement du capital humain qui constitue le levier du développement socioéconomique des provinces de Guelmim, la région dispose de plusieurs établissements de l'éducation nationale (écoles primaires, collèges et des lycées). Aussi, la population locale et régionale bénéficie d'une formation professionnelle grâce à plusieurs instituts : les Centres de Qualification Professionnelle Maritimes (CQPM), les Instituts Spécialisés de Technologie Appliquée (ISTA), l'Institut Spécialisé en Hôtellerie et Tourisme.

La formation professionnelle dans le domaine des pêches maritimes vise à fournir au secteur halieutique régional, un personnel possédant les qualifications et les compétences nécessaires en matière de conduite, d'exploitation et de maintenance des navires de pêche. Elle permet également de pourvoir ce secteur en spécialistes en traitement et valorisation des produits de la pêche⁶.

Les programmes de formation professionnelle assurés par les acteurs publics territoriaux dans la province constituent l'un des facteurs principaux de développement de la région par la formation des jeunes sur le plan théorique et surtout sur le plan pratique dans des spécialités variées (Tourisme, ESS, administration et gestion-comptabilité, génie électrique, génie mécanique et les travaux publics) afin de les rendre immédiatement opérationnels sur le marché du travail. Son champ d'action est vaste puisqu'il va de la formation du niveau spécialisation au niveau de technicien spécialisé.

Pour sa mission d'accompagnement à la création des entreprises concerne la formation et la mise à la disposition des entreprises un personnel qualifié. Les établissements de l'OFPPT contribuent à la mise en place des cellules d'accompagnement et d'assistance à la création de l'entreprise. Ces cellules qui fonctionnent en partenariat avec l'INDH, l'ANAPEC, Fondation Mohammed V pour la solidarité, Maroc PME et la Chambre régionale d'Artisanat pourraient être efficaces par leur proximité avec les jeunes de la province qui voudraient monter leurs entreprises et aussi par une meilleure connaissance du terrain.

⁵ Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion de l'Emploi

⁶ Ministère de l'agriculture, de la pêche Maritime, du développement rural et des eaux et forêts marocain, 2018. Lien d'internet « <http://www.mpm.gov.ma/wps/portal/Portail-MPM/FormationGensMers/Dispositif-formation> » visité le 25 Aout 2018.

Dans le prolongement des mécanismes de soutien à l'écosystème de l'entrepreneuriat social, la plateforme des jeunes de Sidi Ifni, créée sous la 3^e phase de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH), constitue un espace essentiel d'orientation et de soutien pour les jeunes, les coopératives et les petites entreprises porteuses de projets innovants. Mise en œuvre dans le cadre du troisième programme de l'INDH, centré sur l'amélioration des revenus et l'inclusion économique des jeunes, cette structure joue un rôle fondamental pour l'intégration économique dans la province. Elle contribue au renforcement de l'esprit entrepreneurial social, au développement des compétences personnelles, et offre un accompagnement concret permettant la transformation d'idées innovantes en projets économiques viables. La plateforme a contribué, depuis son ouverture en 2021, à l'orientation, l'accompagnement et la formation de plus de 650 porteurs d'idées de projets des coopératives ou des petites entreprises de la région (MAP, 2023).

Figure 3: Cérémonie de clôture de la première phase de l'accompagnement des porteurs de projets



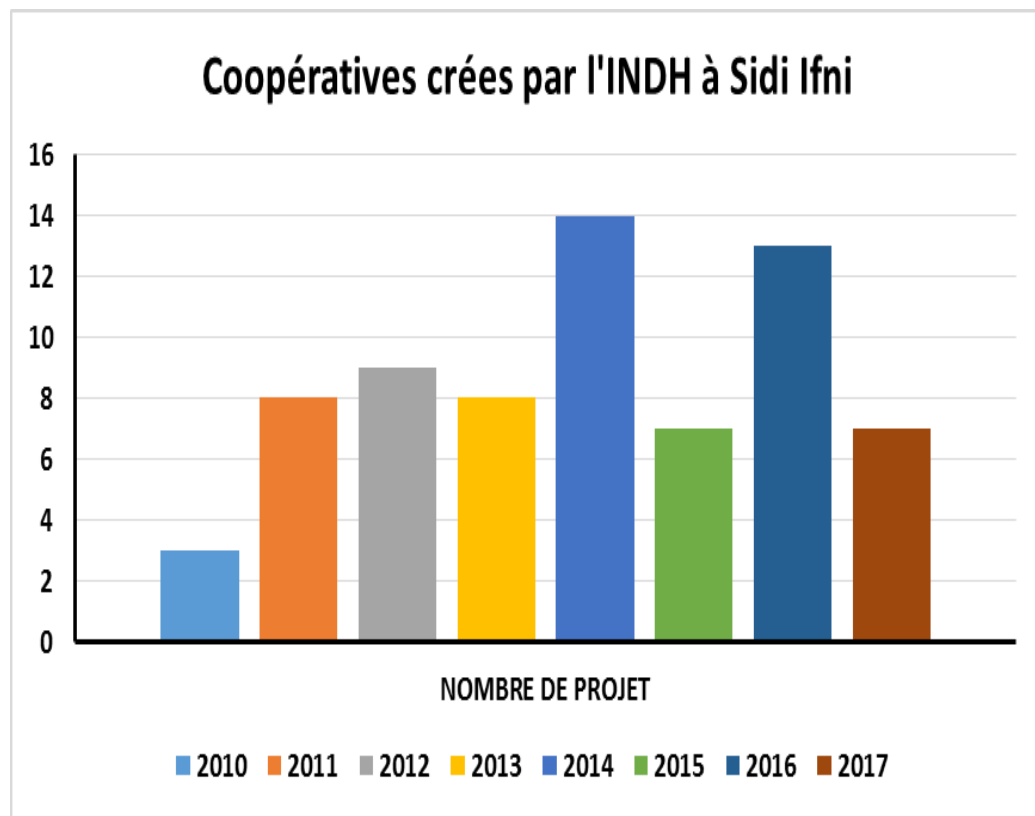
Source : INDH Sidi Ifni, 2025

4. Impact de l'entrepreneuriat social sur le développement de la province

La région de Guelmim a connu ces dernières décennies le lancement de plusieurs chantiers sociaux notamment ceux de l'INDH et de la Fondation Mohammed 5 pour la solidarité et l'Agence de Développement Social. Les programmes de ces organismes ont montré leur pertinence en tant que chantier social cohérent et efficace partout dans toutes les provinces et préfectures du royaume en l'occurrence la province de Guelmim qui a enregistré la création de

plusieurs coopératives notamment dans la province de Sidi Ifni (voir le graphique ci-dessous).

Figure 4 : Coopératives créées à Sidi Ifni entre 2010 et 2017



Source : Auteurs à partir des données de l'INDH Sidi Ifni

En plus, la région a réalisé plusieurs autres programmes d'entrepreneuriat social, entre autres, le Programme d'Auto-emploi à la province Guelmim. Ce programme est d'un budget global de 41 millions de dirhams, financé par l'INDH d'un montant de : 13 MDH ; l'Agence du Sud : 24 MDH et la Direction provinciale de l'agriculture : 4 MDH. Les principaux acteurs partenaires du programme sont la Wilaya du Guelmim-Oued Noun, l'Agence pour la Promotion et le Développement économique et social des provinces du Sud, l'ANAPEC, l'OFPPT, le Centre Régional d'Investissement. Il a réalisé plusieurs de projets d'entrepreneuriat (voir figure).

Figure 5: Nombre de projets d'entrepreneuriat bénéficiaire programme de l'auto emploi Lot 2 à la province de Guelmim en 2025

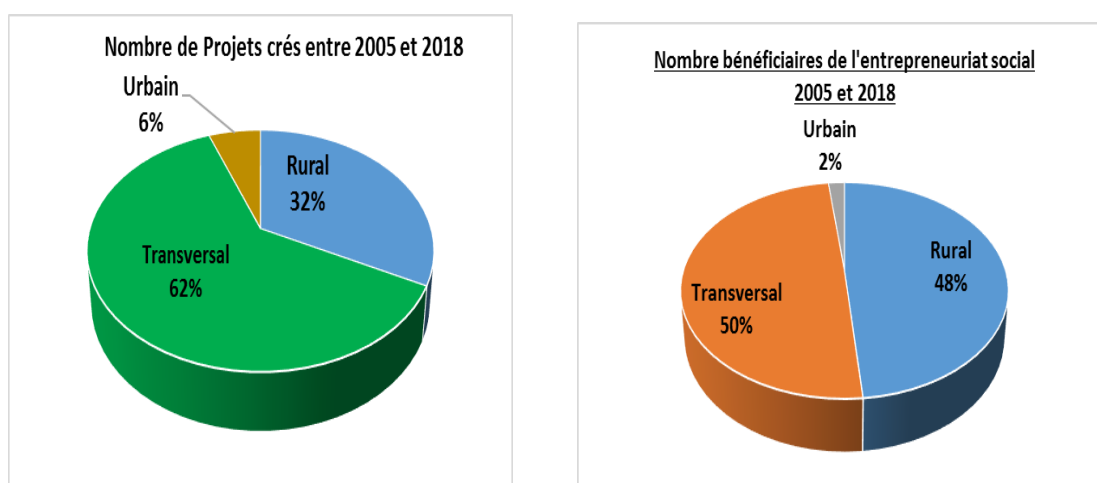


Sources : auteurs

L'impact socioéconomique apparait clairement au niveau du cadre de vie. Une nouvelle dynamique est créée par ces initiatives qui ont donné espoir et confiance aux capacités

individuelles et collectives. Elles ont constitué un levier fondamental pour la création de nouveaux emplois pour les femmes et les jeunes dans la province. A cet impact s'ajoute l'importance de l'amélioration de la qualité de vie des conditions de santé et d'environnement. En effet, tout le monde se trouve gagnant de la promotion de l'entrepreneuriat social : la population locale, les collectivités territoriales et l'Etat. Les statistiques des projets et des entreprises sociales entre 2005 et 2017 montrent la dynamique entrepreneuriale dans la province.

Figure 6 : Projets d'entrepreneuriat social créés à Sidi Ifni entre 2005 et 2018



Source: auteurs

L'entrepreneuriat social a enregistré une grande évolution à la province par la création de plusieurs coopératives dans le cadre du programme des activités génératrices de revenus AGR de l'INDH. Ce sont généralement des petits projets ciblant une large population et dont le financement génère un effet de levier important, créent de l'emploi et valorise les richesses locales (produits du terroir, patrimoine touristique...) en l'occurrence la figue de barbarie, l'arganier et les plantes d'extraction de l'huile. Le nombre important de ces coopératives est financé dans le cadre du programme Transversal⁷ avec 118 projets soit 61,78% du nombre total. Ces projets ont pu générer un nombre important de bénéficiaires.

⁷ Le programme transversal de l'INDH a pour objectif d'assurer un accompagnement des personnes porteuses de projets en termes d'études, de conseil, d'orientation et d'encadrement et de mettre en place tous les outils pédagogiques à même de permettre aussi bien aux élus locaux qu'aux associations de maîtriser les mécanismes de l'ingénierie sociale et de la bonne gouvernance. Ce dispositif a été renforcé à travers la création de l'Observatoire national du développement humain et la mise en place du Système d'information et d'accompagnement.

Tableau 2 : statistiques descriptives des projets créés

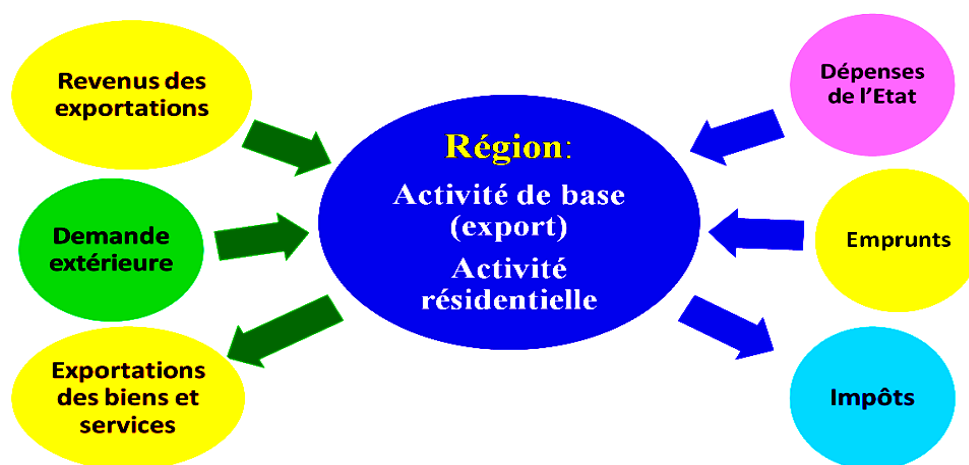
Statistiques						
	Exercice	Nombre projets	Montant global	Part INDH	Part Partenaires	Nombre bénéficiaires
N Valide	14	14	1	1	14	13
Manquant	0	0	13	13	0	1
Moyenne	2011,50	68,57	22288841,00	798019,00	8086661,29	42869,92
Ecart type	4,183	28,221			4158385,210	18457,463
Minimum	2005	8	22288841	798019	481967	14246
Maximum	2018	120	22288841	798019	17730774	74614
Somme	28161	960	22288841	798019	113213258	557309

Source : calculs auteurs par SPSS

Selon notre guide d'entretien avec les entrepreneurs sociaux, nous constatons que la création de ces projets financés par l'INDH ou la Fondation Mohamed 5 a eu un impact positif direct ou indirect sur le développement local de la plupart des communes territoriales. Ainsi, l'entrepreneuriat social a contribué à l'amélioration des revenus des bénéficiaires, des adhérents, des artisans autoentrepreneurs et indirectement sur la population de leur environnement. Il a permis la création d'emplois et la promotion de la culture de l'auto-emploi. Outre, Il a renforcé la dynamique associative et coopérative. Il a contribué à l'intégration dans le tissu économique, des populations démunies, dont notamment les femmes et les jeunes. Les coopératives agricoles créées ont contribué à la valorisation des produits de terroir (L'arganier, le cactus, l'apiculture...) et par conséquent la lutte contre l'exode rural.

Grâce au développement de l'entrepreneuriat social, la région a passé d'un modèle économique enfermée à un modèle de développement local auto centrique qui valorise les ressources locales et les transforme en valeur ajoutée exportable. Un grand nombre de coopératives exportent leurs produits non seulement à l'échelle nationale mais à l'échelle internationale. L'export est l'activité de base de la dynamique et de la prospérité de la région.

Figure 7 : modèle économique actuel de la province



Source : auteurs

Conclusion

Malgré le développement de l'entrepreneuriat social dans la région, les entreprises sociales continuent à se heurter à de nombreux obstacles, qui freinent leur développement à savoir : l'absence d'infrastructures pour cette forme d'entrepreneuriat. Dans la région, rares sont les intermédiaires d'appui dont les entrepreneurs sociaux ont besoin pour se développer et prendre de l'envergure : incubateurs, réseaux d'investisseurs providentiels. Les lois régissant les marchés financiers doivent être modifiées si l'on veut inciter les fonds d'investissement social à intervenir dans la région. De plus, la législation actuelle freine l'autonomisation, plusieurs entrepreneurs sociaux restent fortement tributaires des bailleurs de fonds. Les traditions culturelles et les systèmes éducatifs n'offrent pas un environnement propice au développement de cette forme d'entrepreneuriat, les écoles de la région n'encouragent pas suffisamment cette forme de pensée et ne permettent pas aux élèves de développer leurs capacités de raisonnement. De plus les défis auxquels fait face l'entrepreneuriat social sont ceux rencontrés par les start-ups traditionnels dans le pays. Le financement est une pierre d'achoppement, avec des obstacles bureaucratiques, manque de clarté et de la réglementation. L'absence de la bonne gouvernance territoriale et le manque de transparence dans les affaires et la permanence des rentes et des privilèges (des passe-droits, du clientélisme et parenté) constituent l'un des obstacles majeurs à la promotion de l'entrepreneuriat ceci se justifie par l'existence de délit d'initiés et d'accès inégal aux

marchés. Ce qui pose toute la problématique de la concurrence loyale entre les entrepreneurs (équité dans l'accès à l'information, l'égalité de traitement pour bénéficier des crédits).

Références :

Aydalot P., (1985), *économie régionale et urbaine*, édition economica, Cahiers de géographie du Québec, vol. 30, n° 81, 1986, p. 444-445.

EZZRARI A., (2011), *la pauvreté au Maroc : approches, déterminants, dynamique et stratégies de réduction*, thèse de doctorat soutenue en juillet 2011, Université Hassan Ii Ain Chock Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales Casablanca

Khellaf A., (2015), *impact de la politique budgétaire sur la pauvreté et les inégalités au Maroc*, OCP policy center, Rabat. Pp. 268-278.

Loquai C., et al., (2001), *Décentralisation et réduction de la pauvreté Perception des liens dans les politiques et les pratiques*, Document de réflexion ECDPM n° 32, pp. 1-10.

Polèse M., (1994), « Economie urbaine et régionale: logique spatiale des mutations économiques», Economica.

PERRIN J-C, (1967), *le développement régional*, Cahier ORSTOM, série. Sci. hum., IV.

Vollet D., et Dion Y., (2001), *les apports potentiels des modèles de la base économique pour guider la décision publique*, Revue d'Economie Régionale & Urbaine.

Ministère de l'Intérieur, *Monographie de la province de Sidi Ifni*, centre régional d'investissement de Souss-Massa-Drâa, 2010.

Ministère de l'agriculture, de la pêche Maritime, du développement rural et des eaux et forêts marocain, 2018. Lien d'internet « <http://www.mpm.gov.ma/wps/portal/Portail-MPM/FormationGensMers/Dispositif-formation> » visité le 25 Aout 2018.

Ministère de l'Intérieur, Direction Générale des Collectivités Locales, (2015), *la Région de Guelmim-Oued Noun*, monographie générale, Rabat, pp. 3-16.

Tremblay S., (1999), *du concept de développement au concept de l'après-développement : trajectoire et repères théoriques*, Université du Québec à Chicoutimi, p.10.